

# Préface. Après la guerre froide vers une redéfinition du rôle et de la politique étrangère des grandes puissances?

Jacques Lévesque

Numéro 24, automne 1993

La politique étrangère des grandes puissances après la guerre froide

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040317ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040317ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1189-9565 (imprimé)

1918-6592 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Lévesque, J. (1993). Préface. Après la guerre froide : vers une redéfinition du rôle et de la politique étrangère des grandes puissances? *Revue québécoise de science politique*, (24), 5–8. <https://doi.org/10.7202/040317ar>

# Après la guerre froide : vers une redéfinition du rôle et de la politique étrangère des grandes puissances?

## Préface

La fin de la guerre froide a engendré un nouvel environnement politique et a forcé tous les États, et en particulier les grandes puissances, à s'interroger sur la nécessité de revoir leurs priorités internationales, et de réexaminer leur conception des relations politiques entre États. En somme, il leur faut maintenant repenser le rôle qu'ils peuvent ou doivent jouer sur la nouvelle scène internationale. Les auteurs du présent numéro de la *Revue québécoise de science politique* se demandent donc si les grandes puissances qui, au cours de l'histoire politique, ont joué un rôle décisif dans la restructuration de l'ordre international après la conclusion d'une guerre, sont en train de changer d'orientation internationale. Cherchent-elles vraiment un nouveau rôle, une nouvelle orientation de leur politique étrangère? Quels sont les déterminants internes et externes de leur réorientation respective? Comment s'adaptent-elles aux changements qu'a connus le système international? Se sentent-elles forcées par ces changements de procéder à une restructuration en règle de l'ensemble de leur politique étrangère?

Bien avant 1989, les *États-Unis* étaient déjà aux prises avec des débats, souvent interminables, au sujet de leur déclin absolu ou relatif, débats qui les avaient incités à réfléchir sur le rôle qu'ils pouvaient jouer dans un ordre mondial évoluant de plus en plus rapidement. Philippe Le Prestre vérifie si les convictions des dirigeants américains ont connu une évolution à cet égard. En procédant à l'analyse du contenu des discours prononcés par les présidents Reagan et Bush, l'auteur constate une stabilité et une constance qui étonnent compte tenu des opinions, très

répandues aux États-Unis, selon lesquelles la puissance américaine se doit de changer son rôle sur le plan mondial. Dans ses conclusions l'auteur note que le modèle néo-réaliste, ayant comme principe que les variables systémiques déterminent le comportement extérieur de l'État, devra être considéré avec circonspection puisque les États-Unis paraissent avoir bien assimilé les changements systémiques sans pour autant être forcés de changer radicalement leur rôle dans la société internationale. En définitive, le système international offrirait l'occasion de changements, mais n'influencerait pas directement la révision de la conception du rôle national d'un État. L'auteur estime qu'il est plus fructueux de combiner des variables psychologiques et des variables plébiscitaires.

Ce numéro s'arrête ensuite à la *Russie*, l'héritière de l'URSS et l'acteur le plus en vue au sein des bouleversements internationaux. Pierre Binette et Jacques Lévesque présentent les conceptions du monde de la nouvelle direction russe et le lien qu'elle établit entre les intérêts de la nouvelle Russie et ceux de l'Occident. Ils montrent l'enthousiasme que la nouvelle direction a manifestée, dans un premier temps, à l'égard de son intégration dans la communauté occidentale et son adoption sans réserve des principes de l'économie de libre marché et de la démocratie libérale. Ainsi Eltsine et Kozyrev formulent les nouvelles priorités en politique étrangère et constatent qu'elles concordent avec celles de l'Occident. Mais l'occidentalisation de la Russie n'est pas aussi aisée; ce premier enthousiasme se bute à des critiques acerbes et à une opposition que renforcent les insuccès des réformes économiques et sociales. Les deux auteurs retracent les grandes lignes de ce débat et démontrent que l'opposition à Eltsine-Kozyrev parvient à atténuer la verve occidentaliste et réussit à rééquilibrer ses premières positions. La Russie se voit donc obligée de modérer son enthousiasme et de commencer à affirmer ses intérêts géopolitiques, qui ne coïncident pas avec ceux de l'Occident.

Pour le *Japon*, le problème de l'orientation de sa politique internationale n'est pas nouveau : il se pose depuis le milieu des années 1980. Alex Macleod montre que la fin de la guerre froide n'a fait que dévoiler les obstacles internes

auxquels le gouvernement doit faire face s'il veut procéder à la réorientation de sa politique étrangère. Son analyse s'amorce avec l'examen des questions suivantes : qu'est-ce qui constitue vraiment une réorientation en règle du rôle national? Tout changement ou modification représente-t-il forcément une réorientation fondamentale? C'est la crise et la guerre du Golfe qui ont conduit le Japon à envisager la nécessité de faire des changements et l'éventualité d'adopter une loi l'autorisant à envoyer un nombre limité de troupes à l'étranger afin de participer aux forces de maintien de la paix. Parmi les principaux obstacles internes, l'auteur relève l'opinion publique et l'incontournable article 9 de la constitution. Deux autres obstacles sont le système de prise de décision et la présence de groupes multiples autonomes, qui chacun tentent de donner un sens particulier au rôle que doit jouer le Japon. Des pays voisins s'avèrent aussi des obstacles, entre autres les États-Unis qui trouvent suspecte toute initiative indépendante du Japon à l'endroit de l'Asie-Pacifique. En somme, le Japon a pris, de manière toujours «réactive», des mesures significatives pour réorienter sa position, mais pas au point de transformer substantiellement la structure de sa politique étrangère. Après tout le Japon n'a pas marqué son intention de changer la teneur de ses rapports avec les États-Unis et la Russie. Le changement des relations avec ces deux puissances suffira-t-il pour confirmer ou infirmer une restructuration majeure de la politique étrangère de ce pays?

On s'attendrait à ce que l'*Allemagne*, à l'instar de la Russie, modifie l'orientation de sa politique étrangère. Mais Paul Létourneau montre que, là encore, tel n'est pas le cas. Il rappelle les conditions très favorables dans lesquelles s'est réalisée l'unification allemande ainsi que les transformations géostratégiques avec lesquelles les dirigeants allemands devaient composer. Les États-Unis se sont empressés de proposer à l'Allemagne un «partenariat dans le *leadership*». Washington souhaitait que cette puissance ne se borne plus à s'acquitter de tâches économiques, mais accepte d'épauler la puissance américaine dans son rôle de gardienne des intérêts occidentaux dans le monde. L'auteur analyse l'évolution des réactions allemandes à travers deux moments

importants de la période 1989-1993 : la crise et la guerre du Golfe et la guerre en Bosnie. Afin de ménager les sensibilités de la population allemande à l'égard de l'envoi de troupes à l'étranger, Bonn ne veut pas afficher ouvertement son appui à l'effort militaire contre l'Irak, mais se montre tout de même solidaire, du moins sur le plan financier. Cependant, face aux conflits internes de la Yougoslavie, l'Allemagne perd sa retenue habituelle et exhorte ses partenaires européens à soutenir l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, inquiétant ainsi plusieurs de ses alliés et voisins. L'auteur explique que l'orientation traditionnelle de l'Allemagne demeure, en général, inchangée : cette puissance n'est pas encline à se départir des avantages qu'elle tire de son rôle d'« État commerçant », mais elle sent aussi qu'elle doit affirmer ses positions face à des situations nouvelles qui nécessiteront une réorganisation de ses responsabilités. Le débat sur le rôle qu'elle doit remplir dans le monde reste encore ouvert. L'Allemagne paraît vouloir assumer plus de responsabilités internationales, mais en fonction de ses priorités et seulement pour rassurer ses alliés européens et les États-Unis. Mais quel rôle pourrait correspondre à la nouvelle place qu'occupe cette puissance dans les affaires européennes ? Les Américains et les Européens accepteront-ils la nouvelle division internationale des responsabilités politiques que propose l'Allemagne ?

Jacques Lévesque

*Le Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité*